

La microfinance en Europe : rapport sur l'enquête de 2020

Justyna Pytkowska

Résumé exécutif

Cette enquête offre un aperçu général du secteur de la microfinance en 2018-2019, avant le début de la pandémie de Covid-19. Toutefois, comme les données ont été collectées durant l'été 2020, ce rapport est publié après la pandémie. Ainsi, le résultat obtenu est particulier, car le rapport reflète les données les plus récentes sur le secteur européen de la microfinance, collectées avant qu'il soit frappé par la pandémie. Néanmoins et pour cette raison, le rapport comprend aussi un chapitre consacré à l'impact attendu de la pandémie en 2020.

Cette neuvième édition de l'enquête du Réseau Européen de la Microfinance (REM) est pour la troisième fois issue d'un travail conjoint entre le REM et le Microfinance Center (MFC). La collaboration entre ces deux réseaux permet à l'enquête de couvrir la majeure partie du secteur européen de la microfinance, fournissant ainsi une vision et les données les plus complètes à ce jour.

L'étude englobe 143 institutions de 29 pays et réunit les données relatives à la période 2018-2019.

Principaux constats

En termes de **caractéristiques institutionnelles**, le secteur se compose principalement d'Institutions de Microfinance (IMF) non bancaires (91 %) actives sur le marché sous diverses formes juridiques. Si l'Europe de l'Ouest dispose de plus de fournisseurs bancaires de microcrédits, l'Europe de l'Est a quant à elle plus de coopératives de crédit. Les fournisseurs de microcrédits emploient directement environ 11 000 personnes, dont 22 % sont des bénévoles souvent actifs dans des ONG et des banques d'Europe de l'Ouest. Il existe clairement un biais de genre, puisque 65 % du personnel rémunéré est féminin, notamment dans les coopératives de crédit. Les caractéristiques institutionnelles sont restées stables dans une large mesure, les résultats ne variant que légèrement par rapport à l'enquête précédente, ce qui était prévisible.

Une majorité (63 %) d'IMF fournissent des **services non financiers ou d'accompagnement**, en particulier en Europe de l'Ouest. Les institutions octroyant de prêts personnels ont tendance à proposer plus souvent des services comme l'éducation financière. Les IMF qui ne proposent pas de prêts personnels ont tendance à fournir des services de développement aux entreprises (tels que le mentorat ou le conseil). Seuls 28 % d'IMF utilisent des canaux numériques pour fournir des services d'accompagnement et ce sont pour la plupart des IMF de grande taille. Dans l'ensemble, cette vague de l'enquête confirme l'importance des services non financiers et l'évolution vers une offre numérique de ces services clés, ou du moins d'une partie d'entre eux.

Le portefeuille de microcrédits et le nombre d'emprunteurs actifs ont tous deux montré une tendance à la hausse qui s'est soldée par une **expansion majeure de la taille du secteur**, dans la lignée

des résultats de l'enquête précédente. En 2019, le nombre total d'emprunteurs actifs s'élevait à 1,26 million (+14 % par rapport à 2018), l'encours brut de microcrédits représentant 3,7 milliards EUR (+15 %). Une part importante du portefeuille de crédits est détenue par quelques fournisseurs. Les crédits aux entreprises et les prêts personnels représentent respectivement 55 et 45 % du portefeuille de crédits. Le segment des prêts personnels a enregistré une croissance supérieure (23 %) à celle du segment des prêts aux entreprises (12 %). Cette croissance suit le même schéma que celui observé les années précédentes, le marché en croissance gagnant chaque année en maturité. Il convient de souligner la croissance constante des prêts personnels, car ceux-ci sont généralement utilisés pour répondre aux besoins des familles, et seuls 13 % sont destinés à la formation professionnelle. Cela est particulièrement remarquable compte tenu du manque de cadre politique pour ces besoins grandissants.

Les **caractéristiques des prêts** sont également restées relativement stables par rapport aux autres années. Les montants des microcrédits aux entreprises sont en moyenne plus élevés, présentant des échéances plus longues et des taux annuels effectifs globaux (TAEG) plus bas que les prêts personnels. Les TAEG varient fortement entre les types d'institutions et les régions. Les institutions financières non bancaires (IFNB) et les IMF d'Europe de l'Est pratiquent les taux d'intérêt les plus élevés.

En termes d'**objectifs sociaux**, l'inclusion financière reste la priorité majeure des IMF, ce qui illustre la stabilité des intentions dans le secteur. Les femmes et les populations rurales constituent les deux principaux groupes cibles. Un tiers des institutions vise également

en priorité les minorités ethniques, les migrants et les réfugiés.

En matière de **performance financière**, la bonne santé économique de la plupart des institutions se maintient : 76 % des institutions sont autosuffisantes du point de vue opérationnel. L'enquête a mesuré les tendances de plusieurs variables de performance financière présentées dans le rapport.

En termes de **financement**, les fonds empruntés à long terme restent la principale source de financement du portefeuille de prêts. La valeur totale du financement nécessaire est de 800 millions EUR avec une valeur médiane de 7,6 millions EUR. Le besoin global de financement est plus grand en Europe de l'Est (482 millions EUR) que de l'Ouest (356 millions EUR). Dans les deux régions, la demande la plus élevée concerne le financement par la dette. De plus, les IMF d'Europe de l'Ouest sollicitent plus de subventions/d'aides et de garanties que les IMF de l'Est. Les principales difficultés liées à

l'accès au financement requis sont l'indisponibilité du financement (selon 41 % des IMF), l'absence de garanties pour couvrir le risque (selon 38 % des IMF) et le prix du financement (selon 37 % des IMF). Quatre cinquièmes des institutions ne rencontrent pas de difficultés particulières pour accéder au financement.

Concernant les **tendances récentes**, nous avons observé que bon nombre d'IMF s'était investi dans les technologies vertes, 16 % d'entre elles ayant des produits de prêt dédiés à l'efficacité énergétique. De plus, 23 % des institutions prévoient d'intensifier l'introduction de ces produits. Une majorité de fournisseurs ont des solutions numériques pour soutenir les clients durant le cycle de vie du prêt, alors que les IMF de plus petite taille disposent d'outils numériques moins sophistiqués. Environ la moitié des répondants prévoit d'introduire de nouvelles solutions numériques au cours des trois prochaines années.

Principaux constats en perspective

Dans l'ensemble, les résultats reflètent une croissance régulière du secteur de la microfinance au cours des deux dernières années. La croissance globale demeure élevée en termes de taille de portefeuille de crédits et de nouveaux clients, tandis que la mission sociale du secteur et les caractéristiques organisationnelles sont en grande partie restées inchangées. Si nous notons quelques différences entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est, il existe toutefois de manière générale plus de similitudes que de divergences.

Si l'on compare l'offre de microcrédits en 2019 (3,7 milliards EUR) au déficit de financement annuel estimé de 12,9 milliards EUR proposé en mai 2020 dans une publication d'analyse de marché de la Commission européenne¹ (sur la base d'une demande non satisfaite), **nous pouvons conclure que le secteur aura encore d'importantes opportunités de croissance avant de répondre pleinement à la demande du marché.**

Impact attendu de la pandémie de covid-19

Comme déjà mentionné, il est impossible de se pencher sur la période 2018-2019 sans reconnaître que l'avenir immédiat du secteur sera fortement impacté par la Covid-19. En collectant les données pour le rapport, nous avons mené plusieurs entretiens avec des IMF pour dresser un état de la situation et déterminer les domaines les plus susceptibles d'être touchés par la crise.

Malgré la pandémie, la plupart des IMF jugent que leur situation est bonne. Près de 70 % des IMF estiment se trouver dans une situation favorable, tandis que 6 % d'entre elles considèrent que leur situation est mauvaise. Les principaux défis identifiés par les IMF sont associés à la volatilité du revenu des clients, ainsi qu'aux faibles capacités numériques et financières de ces derniers. Jugées moins graves, les difficultés externes les plus fréquentes sont notamment l'accès au financement et l'ingérence politique.

Les IMF sont optimistes quant à l'avenir : plus de la moitié des

institutions pense que les perspectives commerciales s'amélioreront ces 12 prochains mois. L'impact du confinement durant les mois de mars et avril 2020 a été significatif au début en raison de sa soudaineté et de la rigueur des restrictions, mais au fil du temps, la plupart des institutions ont trouvé des moyens d'assurer la survie de leur activité et la continuité des opérations. Les IMF actives dans un environnement où les microentreprises et petites entreprises bénéficient d'un soutien important des pouvoirs publics se sont senties moins affectées par la pandémie, tout comme les IMF associées à des partenaires forts et à des intervenants solidaires.

Les institutions qui ont terminé leur transformation numérique ont pu s'adapter plus facilement aux exigences de sécurité et se sont montrées plus disposées à utiliser des outils numériques pour communiquer avec des clients, gérer les prêts et mettre en œuvre des dispositifs du travail à distance.

¹ Microfinance in the European Union: Market analysis and recommendations for delivery options in 2021-2027 [Microfinance dans l'Union européenne : analyse de marché et recommandations relatives aux options de fourniture entre 2021 et 2027]

With contribution
by EIF



European
Commission



EUROPEAN
MICROFINANCE
NETWORK



MICROFINANCE CENTRE

This publication has received financial support from the European Union Programme for Employment and Social Innovation "EaSI" (2014-2020). For further information please consult: <http://ec.europa.eu/social/easi>